

Une reprise sous une double menace, Covid et grève

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5550 - Jeudi 30 décembre 2021 - Prix : 10 DA

Saida Neghza, hôte de la wilaya de Biskra



Le 1^{er} Forum de l'agriculture se tient aujourd'hui

Page 2



Algérie/Mauritanie

Accord pour une route reliant Tindouf à Zouerate

Page 3

La peur qu'avec Omicron tout soit à recommencer

Par Mohamed Habili

Que sait-on du nouveau variant Omicron, à part le fait que l'OMS le qualifie de «préoccupant», ce qui dans son vocabulaire mesuré est synonyme de «dangereux», à supposer que ce ne soit pas de «très dangereux» ? Il se trouve que la même OMS qui sonne le tocsin comme elle ne l'a jamais fait auparavant, ayant plus tendance à rassurer qu'à faire peur, n'apprécie pas que l'Afrique du Sud, qui tout de même a joué la transparence, ce qui est tout à son honneur, le paye par une mise en quarantaine dont les conséquences pourraient être dramatiques pour son économie. Ce que les laboratoires à travers le monde cherchent à déterminer pour le moment, c'est si Omicron est seulement plus transmissible, ce qui n'est pas encore prouvé, même si des indices le laissent le supposer, s'il provoque des infections plus graves que Delta, et plus important que tout, s'il peut échapper à la protection vaccinale. Qu'il présente plus de mutations que ses prédécesseurs, que Delta en particulier, semble être la seule chose qu'on sache avec certitude de lui jusqu'à présent. Ce n'est pas là à vrai dire une découverte étonnante. C'est le contraire qui l'aurait été, que venant en dernier, il affiche malgré tout moins de mutations que les précédents.

Suite en page 3

Le niveau de production abordé en réunion de l'Opep +

Arkab : «L'Algérie n'écarte aucune option»



PH/D. R.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom d'Opep+, examineront lors de leur prochaine réunion, le 4 janvier, toutes les options, y compris la baisse de la production, suite aux derniers développements sur le marché, liés notamment à la propagation du variant Omicron du coronavirus, a indiqué le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Page 2

Algérie/BM

L'expert international Leghliel met à nu le rapport tendancieux de la Banque mondiale

Page 2

«Pierres précieuses» de Amine Goutali

Des œuvres en galets gorgés d'humanité

Page 7

Le niveau de production abordé en réunion de l'Opep+

Arkab : «L'Algérie n'écarte aucune option»

■ L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom d'Opep+, examineront lors de leur prochaine réunion, le 4 janvier, toutes les options, y compris la baisse de la production, suite aux derniers développements sur le marché, liés notamment à la propagation du variant Omicron du coronavirus, a indiqué le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Par Meriem Benchaouia

«**N**ous agissons de manière responsable et proactive afin d'assurer la stabilité du marché pétrolier, offrant une visibilité exceptionnelle en termes de politiques d'offre

Saida Neghza, hôte de la wilaya de Biskra
Le 1^{er} Forum de l'agriculture se tient aujourd'hui



Ph/E. Soraya/J. A.

Ce forum vise à mieux impliquer les jeunes dans le secteur agricole et la garantie d'une autosuffisance alimentaire. La première édition du Forum national intitulé «Le décollage agricole comme alternative à l'économie rentière – l'agriculture du désert comme modèle», organisé à Biskra avec la participation de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), se tient aujourd'hui. Fruit d'une coopération entre le podium national de la jeunesse algérienne et la CGEA, présidée par Saida Neghza, le forum tient sa première édition du 30 au 31 décembre en cours. Ce forum est une occasion d'identifier la réalité du secteur agricole en Algérie et évaluer sa performance dans la réalisation du développement économique ainsi que les moyens de financer des prêts pour les jeunes destinés au secteur agricole. Il tend de mettre en évidence l'importance stratégique et économique du secteur agricole dans le monde et en Algérie. Il est aussi l'occasion de faire la lumière sur les programmes et mesures entrepris par l'Etat, afin de lever les problèmes auxquels le secteur est confronté et d'évaluer l'impact des fonds et des institutions qui soutiennent les prêts aux jeunes destinés au secteur agricole. Plusieurs thèmes sont retenus pour cette première édition. Parmi eux, l'importance du secteur agricole dans le développement économique et dans le secteur de l'emploi et l'évaluation des politiques agricoles en Algérie et les perspectives d'intégration.

Louiza A. R.

dans l'intérêt bien évidemment des producteurs, de l'industrie pétrolière et pour l'ensemble des consommateurs. C'est dans ce même esprit que nous nous réunirons le 4 janvier 2022 afin d'évaluer la situation du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court terme», a déclaré le ministre dans un entretien accordé à l'agence nationale de presse. Les membres de l'alliance Opep+ seront «extrêmement attentifs aux développements récents sur le marché, notamment pour ce qui est de l'impact potentiel de la nouvelle vague de contaminations sur la consommation mondiale de pétrole et pour ce qui est de la mise prochaine sur le marché d'importants volumes en provenance des stocks pétroliers stratégiques», a-t-il expliqué. «Tant que nous ne nous sommes pas réunis, il serait hasardeux de s'avancer sur l'issue de nos discussions. Nous pourrions prendre la décision d'augmenter en janvier prochain notre production de 400 000 barils/jour, de maintenir le niveau actuel inchangé ou de procéder à une baisse de notre offre globale», a souligné encore M. Arkab. Selon le ministre, la forte vague de contaminations, notamment en Europe, et l'apparition d'un nouveau variant dont le degré de virulence n'est pas encore connu, sont de nature à «élever les incertitudes» sur le marché mondial du pétrole. La persistance des vagues du Covid-19, poursuit-il, risque d'altérer la reprise économique mondiale et retarder le retour à une situation pré-pandémique et elle «ne sera pas sans conséquence sur la croissance de la demande pétrolière mondiale». Par ailleurs, la décision d'un certain nombre de pays consommateurs de recourir à leurs stocks pétroliers stratégiques, pour un volume global de 66 mil-



PVD. R.

lions de barils, «ne vise pas à répondre à un besoin de demande de pétrole, mais à créer les conditions d'une offre excédentaire afin de pousser les prix à la baisse», a-t-il estimé. «Même si cet effet d'annonce ne s'est pas traduit par une contraction des prix du pétrole, nous restons très attentifs à l'impact que ses volumes additionnels auront sur l'équilibre et la stabilité du marché pétrolier au cours des prochains mois», a-t-il ajouté. S'agissant de l'évolution des cours pétroliers en 2022, le ministre a fait observer que le redressement des cours du pétrole qui évoluent au-dessus de 60 dollars/baril depuis février dernier a soutenu significativement l'activité de forage aux Etats-Unis et ailleurs. «Cette situation, conjuguée au rythme d'ajustement haussier de la production de l'Opep+ et face aux pressions inflationnistes et le risque sanitaire devant affecter la demande, les cours du pétrole risquent de subir une pression à la baisse», a-t-il estimé, précisant que l'évolution des cours sera limitée à la fourchette 60-80 dollars/baril. Pour le moyen terme, les cours vont dépendre de plusieurs facteurs,

notamment l'évolution de la situation sanitaire, la reprise de la croissance économique ainsi que la relance des investissements dans l'amont pétrolier et gazier dont le montant reste largement en deçà du niveau observé avant 2014, selon M. Arkab.

Hausse de la production commerciale des hydrocarbures de 16,1 %

La production commerciale des hydrocarbures en Algérie a enregistré une hausse de 16,1 % durant les neuf premiers mois de l'année 2021, comparative-ment à la même période de 2020, a indiqué le ministre de l'Energie et des Mines. Ainsi, la production commerciale des

hydrocarbures est passée de 104,7 millions de Tonne équivalent pétrole (TEP), à fin septembre 2020, à 121,5 millions de TEP à fin septembre 2021, a-t-il précisé. Il s'agit d'une «forte reprise» des activités de la branche des hydrocarbures qui intervient après une année 2020 «marquée par un désinvestissement et un ralentissement de l'activité». Cette performance a été enregistrée essentiellement grâce à la hausse de la production du gaz naturel et GPL, respectivement de +31 % et 4 %. Quant aux volumes exportés, ils ont connu la même tendance haussière pour atteindre 72 millions de TEP, soit une croissance de 22 %, selon le ministre.

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

382 nouveaux contaminés et 9 décès

L'Algérie a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (8), portant à 6 263 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 382 cas, soit 47 cas de plus par rapport au bilan d'hier (335), pour atteindre, au total, 217 615 cas confirmés.

R. N.

Algérie/BM

L'expert international Leghliel met à nu le rapport tendancieux de la Banque mondiale

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie a été complètement démonté par l'expert international en énergie et Bourse, Nouredine Leghliel, qui a présenté les indicateurs macroéconomiques favorables à la relance de l'économie nationale. Argument à l'appui, M. Leghliel a rejeté en bloc, dans un entretien accordé au journal électronique «Algérie 54», les conclusions de l'institution de Bretton Woods, quant à un prétendu «séisme dévastant» Alger. L'expert algérien établi en Suède a souligné, dans ce sens, que sur le plan macroécono-

mique «les indices sont favorables» avec un léger excédent budgétaire, une balance commerciale excédentaire, une stabilité des réserves de change, une baisse des importations et une légère hausse des exportations hors-hydrocarbures. Il a également évoqué la croissance économique de 6 % enregistré au 3^e trimestre de 2021. A tous ces signes positifs, l'expert ajoute l'absence d'endettement étranger. «Tous ces indices sont positifs pour une reprise de la croissance économique en Algérie, malgré l'impact de la crise sanitaire

qui continue d'affecter la planète depuis deux années», a-t-il affirmé. A propos de l'inflation, M. Leghliel a fait constater que le phénomène n'a épargné aucun pays. Le phénomène a frappé tous les pays y compris les grandes économies mondiales, en raison de la situation sanitaire qui a entraîné une hausse vertigineuse des matières premières, a estimé l'expert. Pour étayer ses propos, l'expert a cité les Etats-Unis, la première économie mondiale, qui a enregistré une inflation de 6,2 %. Egalement l'Allemagne, pre-

mière économie européenne et troisième au niveau mondial, qui a vu son taux d'inflation grimper à 5,3 %. Pour faire face à l'inflation, de nombreux pays avaient eu recours à la planche à billets, «sans que les médias de la Mainstream n'aient osé le souligner», a-t-il dénoncé. Au terme de son analyse, l'expert Nouredine Leghliel a mis en garde les économistes algériens contre les notes et les conclusions des organismes français, qui s'éternisent à véhiculer une image sombre lorsqu'il s'agit de l'Algérie.

R. N.

Algérie/Mauritanie

Accord pour une route reliant Tindouf à Zouerate

■ Les relations entre l'Algérie et la Mauritanie se confortent et sont appelées à se développer davantage à l'avenir. Aux nombreux accords de coopération bilatérale paraphés, s'ajoute un mémorandum de coopération signé mardi entre les gouvernements algérien et mauritanien dans le domaine des Transports et des Travaux publics pour la réalisation d'une route reliant Tindouf (Algérie) à Zouerate (Mauritanie).



Par Massi Salami

Le mémorandum d'entente a été signé au siège du ministère des Travaux publics par le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri, représentant du gouvernement algérien, et le ministre mauritanien de l'Équipement et des Transports, Mohamedou Ahmedou M'haïmid. À l'issue de la cérémonie de signature, Nasri s'en est félicité, affirmant que ce mémorandum vient marquer «une étape historique dans les

relations algéro-mauritaniennes». Cet accord, a-t-il expliqué, vise la réalisation d'une route d'une grande importance reliant l'Algérie à la Mauritanie, plus précisément entre Tindouf et Zouerate, qui est de nature à renforcer davantage «les relations solides existant depuis longtemps et qui ont connu une évolution notable ces dernières années». Cette route vient s'ajouter au projet de réalisation du poste frontalier entre les deux pays, une infrastructure qui va améliorer la circulation de tous les opérateurs

économiques et les citoyens des deux pays. Cette route de 800 km sera réalisée «conjointement avec les frères mauritaniens», a ajouté Kamel Nasri, formant le vœu de voir cette infrastructure constituer une «véritable route d'unité» entre les opérateurs économiques algéro-mauritaniens, en vue de booster les transactions bilatérales au mieux des deux pays. Pour sa part, Mohamedou Ahmedou M'haïmid a estimé que cet accord est «un moment historique». Il a affirmé que la signature du mémorandum de

coopération pour la réalisation de la route reliant Tindouf à Zouerate permettra de «concrétiser les liens de fraternité entre les deux peuples», soulignant qu'elle «ouvrira de nouvelles perspectives de coopération fructueuse entre les deux pays». «La route, qui ouvrira des axes routiers internationaux importants, devra permettre aux opérateurs algériens une ouverture économique sur les marchés africains en passant par la Mauritanie qui permettra, à son tour, de renforcer la coopération économique entre les opérateurs des deux pays», a poursuivi le même intervenant.

Par ailleurs, le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, est arrivé hier à Oran, dans le cadre de sa visite d'Etat de trois jours en Algérie. Il a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international «Ahmed-Benbella» par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane ainsi que le wali d'Oran, Saïd Saayoud. Le président mauritanien et le Premier ministre, ministre des Finances, ont passé en revue un détachement militaire de l'Armée nationale populaire qui leur a rendu les honneurs. Par la suite, le président mauritanien et sa délégation se sont rendus, en compagnie du ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, à la zone industrielle de Bethioua. **M. S.**

LA QUESTION DU JOUR

La peur qu'avec Omicron tout soit à recommencer

Suite de la page une

Les experts nous ayant dit et répété que les mutations ne conduisent pas nécessairement du moins virulent au plus virulent, il n'est pas encore interdit de penser que le nouveau variant se révèle en définitive moins dangereux à tous égards que Delta, qui lui a déjà conquis le monde. À noter que ce n'est pas par son innocuité qu'il a évincé ses concurrents mais bien par sa plus grande nocivité. Ce n'est pas la première fois qu'un variant semble plus contagieux que Delta. Mu, le variant détecté en Colombie, a donné au début de cette année, des inquiétudes à l'OMS, avant de disparaître de la circulation. Il est vrai que lui n'a pas été qualifié de «préoccupant» mais seulement de «variant d'intérêt», de variant à surveiller autrement dit. Pour l'OMS les mots ont un sens. N'empêche, Mu avait semblé au moins plus transmissible que Delta, sans pouvoir ensuite prendre le pas sur lui, pas plus en Colombie qu'ailleurs. Par rapport à ses prédécesseurs, Delta a été en revanche à la fois plus transmissible et plus virulent. Il n'a pas enfoncé la barrière vaccinale pour autant. Pas un variant voyant le jour qui ne soit suspecté de cette aptitude. On l'avait prêtée à Mu avant qu'il s'en montre dépourvu. L'état d'alerte qui règne aujourd'hui vient de ce qu'Omicron, vu le nombre et la nature de ses mutations, n'a pas encore apporté la preuve de son incapacité à passer à travers les mailles des vaccins. Tout serait à refaire sinon. Les vaccins et les campagnes de vaccination. Et les confinements. La hausse des prix, mais la chute des prix du pétrole, l'effondrement du tourisme, la fermeture des frontières. Tout cela en grand, vu que bien des pays n'ont pas attendu que les craintes relatives au nouveau variant se confirment pour renouer avec les restrictions. Pour lutter contre les prix de l'énergie, il n'y a pas mieux qu'une pandémie. C'est l'entrée en scène d'Omicron qui a fait reculer le prix du baril, non pas le prélèvement sur leurs réserves stratégiques auquel se sont résolus dernièrement les États-Unis. Une guerre des prix unique dans son genre qui à elle seule se serait plutôt retournée contre ses initiateurs. **M. H.**

détermination pour prendre en charge et résoudre les problèmes présentés par les partenaires sociaux».

Thinhinane Khouchi

La rentrée scolaire aura bien lieu le 2 janvier

Une reprise sous une double menace, Covid et grève

La rentrée scolaire aura bien lieu le 2 janvier et ne sera pas décalée. Ce second trimestre risque de connaître des perturbations vu la hausse des cas de contamination par le Covid-19, mais aussi la menace de grève des syndicats de l'Éducation, notamment le Cnapeste.

Si le premier trimestre de cette année scolaire en cours a connu quelques perturbations dans certains établissements seulement, à savoir des contaminations par le Covid-19 et des grèves, ce deuxième trimestre risque de subir des perturbations plus importantes. En effet, l'Algérie fait face à une hausse des cas de contamination au Covid-19, avec 335 nouveaux cas recensés ces dernières 24 heures contre 293 nouvelles infections lundi dernier. Cette hausse survient avec la détection

des premiers cas du nouveau variant Omicron en Algérie. Le virus risque de se propager dans le milieu scolaire durant le deuxième trimestre. En effet, le ministre de l'Éducation a décidé de maintenir la date de la reprise, malgré la menace du Covid-19. Pour faire face à ce danger inévitable, le ministre de l'Éducation nationale tente une troisième campagne de vaccination contre le Covid-19 en faveur du personnel de l'Éducation, à partir du premier jour de la reprise, à savoir le 2 janvier prochain. Selon le département de Belabed, «il a été décidé, en coordination avec le ministère de la Santé, l'organisation d'une troisième campagne de vaccination, du 2 au 13 janvier 2022». Le ministre a également appelé à «la prise en charge des préoccupations soulevées, dans l'objectif de garantir

la sécurité sanitaire des élèves et des fonctionnaires du secteur». En outre, ce deuxième trimestre risque également de connaître des mouvements de protestation à l'image du premier trimestre. En effet, le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste) a décidé d'enclencher une grève de deux jours depuis le 2 novembre. Et si le taux de suivi était mitigé, plusieurs établissements ont connu un retard dans la finalisation du programme prévu pour le premier trimestre. Par ailleurs, au terme du premier trimestre, plusieurs enseignants grévistes des trois cycles n'ont pas remis à l'administration les notes et les moyennes des élèves des examens du premier trimestre. Ils ont boycotté les activités administratives, à savoir les conseils

de classe et la remise des bulletins aux parents. Le Cnapeste qui demande une revalorisation salariale des travailleurs dans le secteur de l'Éducation et exige une réponse favorablement à la revendication principale des travailleurs, qui est la protection de leur pouvoir d'achat, compte reconduire son mouvement de grève de deux jours durant ce deuxième trimestre. Réagissant à ces menaces de grève notamment brandies par le Cnapeste, le ministre de l'Éducation avait indiqué : «Nous prendrons en charge les préoccupations et les revendications du partenaire social conformément aux lois en vigueur». Belabed avait également assuré que «les portes du ministère restent ouvertes afin d'aborder et d'écouter attentivement les préoccupations du partenaire social. Nous travaillerons sans relâche et avec une grande

Pharmacie/Industrie

Le Groupe Sidal produira 96 millions de doses de vaccin anti-Covid-19 par an

■ Le Groupe Sidal envisage de produire 96 millions de doses du vaccin «Coronovac» annuellement, a indiqué, mardi à Alger, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed.

Par Hania D.

S exprimant devant les membres de la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a fait savoir que «le Groupe Sidal envisage de produire 96 millions de

doses/an du vaccin anti-Covid-19», assurant que le Groupe se dit prêt à «adapter la quantité de ce vaccin aux besoins nationaux, dans la perspective de se lancer dans l'exportation vers les pays africains».

A noter que le Groupe pharmaceutique public Sidal avait lancé, le 29 septembre dernier à Constantine, la production du vaccin anti-Covid-19 de la firme chinoise Sinovac, lequel devra être commercialisé début 2022.

La production locale du vaccin «permettra d'économiser 60 % des recettes d'importation», a-t-il encore expliqué. Quant aux mesures prises et des acquis réalisés à l'échelle nationale dans la riposte au coronavirus, M. Benbahmed a fait remarquer que la production de l'oxygène était passée de «140 000 litres/jour avant la crise sanitaire, à 555 000 litres/jour actuellement, une quantité qui dépassera d'ici juin prochain 1 076 000 litres/jour».

Par ailleurs, le ministre a indi-

qué que la facture d'importation des médicaments avait réduit en 2021 de 800 millions Usd par rapport à 2019, alors que la production nationale a évolué d'un (milliard Usd durant la même période, expliquant que «les laboratoires étrangers producteurs et fournisseurs d'insuline ont été convaincus de réduire les prix de 20 %, ce qui permettra d'économiser 10 milliards DA/an». Depuis l'installation du Comité économique intersectoriel en janvier 2021, «il a été procédé à la révision des prix de 1 654 médicaments, et l'enregistrement, pour la première fois, de 38 biosimilaires et 16 génériques, outre la production de 83 médicaments locale-ment», a assuré M. Benbahmed, ce qui «permettra d'économiser au moins 30 % des recettes». Evoquant la nouvelle politique pharmaceutique réglementaire inscrite dans le cadre de la réforme du secteur de l'Industrie pharmaceutique, le ministre a fait état de «l'élabo-



ration de 20 décrets exécutifs, d'examen au niveau du Secrétariat général du gouvernement (SGG)». H. D.

Créativité et formation chez les étudiants algériens

Ooredoo sponsor du Training Camp de l'ESI

Très impliquée dans le soutien et l'accompagnement des jeunes talents algériens, Ooredoo sponsorise la 8^e édition du Training Camp qui se tient du 28 au 30 décembre 2021 à l'Ecole supérieure de l'informatique (ESI) à Alger.

Lancée par l'organisation étudiante (ETIC), cette initiative a regroupé près d'une centaine d'étudiants algériens de différentes écoles et universités du pays.

Ce camp de formation vise à stimuler la créativité et le savoir-faire ainsi que le travail d'équipe des jeunes étudiants, en leur proposant tout au long de l'événement, des formations accélérées autour d'un projet commun en rapport avec les nouvelles technologies et l'entrepreneuriat.

A travers cette action, Ooredoo confirme son engagement et sa volonté à soutenir et à encourager les initiatives visant à mettre en valeur la compétence et l'esprit entrepreneurial des jeunes talents algériens.

Communiqué

Sécurité alimentaire

L'Algérie classée première en Afrique

L'Algérie a été classée par le Programme d'alimentation mondial (PAM) des Nations unies, première en Afrique en matière de sécurité alimentaire.

Dans sa dernière cartographie de la pauvreté, publiée récemment sur son site web, le PAM a classé l'Algérie dans la catégorie des pays dont le taux de personnes sous-alimentées est inférieur à 2,5 % de la population totale, durant la période

2018-2020. Elle est le seul pays en Afrique à ne pas dépasser ce seuil.

Ainsi, l'Algérie est répertoriée dans la même catégorie que la majorité des pays européens, des Etats-Unis, du Canada, de la Chine, de la Russie, du Brésil et de l'Australie, entre autres.

En Afrique, le Maroc est classé dans la deuxième catégorie qui regroupe les pays dont le taux de la population touchée par la sous-alimenta-

tion varie entre 2,5 et 4,9 %.

Par ailleurs, parmi les pays les plus impactés par le phénomène de la sous-alimentation, le PAM dénombre la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo et Madagascar, avec un pourcentage supérieur à 35 % de leur population.

Le PAM a souligné dans son étude que plus de 811 millions de personnes sont touchées

par la sous-alimentation, soit 1 sur 10 de la population mondiale.

En 2015, la communauté mondiale a adopté les 17 Objectifs mondiaux de développement durable (ODD), dont l'objectif numéro 2 est d'arriver à la «Faim Zéro» en éradiquant la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable, d'ici à 2030.

Anis H.

Rencontre

L'Algérie leader dans le domaine de la protection de l'enfance

L'a Déléguée nationale à la protection et à la promotion de l'enfance, Meriem Cherfi, a affirmé, mardi à Tlemcen, que l'Algérie est un pays leader dans le domaine de la protection de l'enfance.

Lors d'un colloque national sur «Les droits de l'enfant dans la législation algérienne», M^{me} Cherfi a souligné que «l'Algérie est leader dans le domaine de la protection de l'enfance sur le plan législatif», rappelant que le code pénal et le code de procédure pénale ont durci les peines à l'encontre des auteurs d'infanticides et que le traitement des enfants délinquants consiste en leur réinsertion dans la société. La nouvelle Constitution inclut, pour la première fois, un principe important dans l'article 71, insistant sur l'intérêt suprême de l'enfant, qui

est un des principes contenus dans la Convention internationale des droits de l'enfant adoptée en 1989 par l'Organisation des Nations unies (ONU) et à laquelle doivent adhérer tous les Etats dans le monde, a-t-elle ajouté.

Dans ce cadre, M^{me} Cherfi a souligné qu'une commission des droits de l'enfant a été mise en œuvre pour contrôler l'application des engagements des Etats approuvant les articles de la Convention.

Selon la Déléguée nationale à la protection et à la promotion de l'enfance, il est primordial de multiplier les efforts et d'impliquer tous les acteurs à l'effet d'instaurer une culture de dénonciation de la maltraitance des enfants permettant à l'Organe national de protection et de promotion des droits de l'enfant

(Onppe) d'intervenir en temps opportun, en utilisant le numéro vert «11-11» qui garantit la confidentialité aux personnes appelant pour signaler l'exposition d'enfants à un danger. Pour sa part, le commissaire de l'Etat près le tribunal administratif de Tlemcen, Nasreddine Benaouda, a souligné que «le tribunal administratif tente de mettre en évidence cette question pour permettre aux personnes intéressées et actives dans ce domaine d'actualiser les connaissances et d'échanger les expériences», affirmant que le législateur algérien a étendu sa protection et sa prise en charge de l'enfance, notamment judiciaire, dans ses deux parties, courante et administrative. Le président de la Fédération nationale de promotion des droits de l'enfant, Hocine

Ghazi Bey Omar a, pour sa part, indiqué qu'après la création de l'Onppe, l'importance est accordée dans la nouvelle Constitution à l'intérêt suprême de l'enfant, rappelant la création d'un réseau de la société civile pour la promotion des droits de l'enfant en Algérie et le lancement officiel de la plateforme numérique de ce réseau qui permet à tous les acteurs, notamment les associations et les organisations, d'y adhérer et de diffuser leurs rapports. Le législateur algérien a également introduit la protection sociale de l'enfant après que les lois s'étaient limitées à la seule protection judiciaire, a-t-il ajouté, mettant l'accent sur l'impératif de conjuguer les efforts pour garantir la protection culturelle de l'enfant, dans le cadre de la préservation

du legs culturel algérien et de la mémoire nationale.

Organisé par le tribunal administratif de Tlemcen en coordination avec l'Onppe, le colloque national sur «Les droits de l'enfant dans la législation algérienne» a été marqué par des communications abondantes, entre autres, le rôle et missions de l'Organe national de protection et de promotion de l'enfance, l'esprit de la justice administrative dans la protection de l'enfance, la protection sociale et judiciaire de l'enfant, l'expérience de la cellule chargée du numéro vert 11-11 dans la protection de l'enfance et la contribution de la société civile à la promotion des droits des enfants, par des cadres de l'Onppe, des spécialistes sociaux et autres du corps de la justice.

Maya B.

Le secteur entame sa mue en 2021

■ L'industrie pharmaceutique nationale a franchi des pas importants durant l'année 2021, avec la fabrication du vaccin anti-Covid-19 par le groupe public Saïdal et l'entrée en service de nouvelles unités de médicaments permettant de réduire substantiellement la facture des importations.

Par Samia Y.

Ces résultats ont été obtenus grâce aux efforts déployés par les opérateurs du secteur, s'inscrivant pleinement dans les engagements des hautes autorités du pays qui visent notamment à asseoir une véritable industrie pharmaceutique en mesure d'assurer la couverture à hauteur de 70 % les besoins nationaux en produits pharmaceutiques. Portée par le ministère de l'Industrie pharmaceutique, département créé en juillet 2020, la politique de développement

du secteur mise en place a permis la concrétisation de plusieurs projets durant l'année écoulée, et ce, en dépit du contexte de la pandémie de Covid-19. Selon les données du ministère, la production nationale de médicaments a dépassé le montant de 2,5 milliards d'euros, en 2021, grâce à l'entrée en service de près de 60 nouvelles lignes de production.

L'impact de cette production sur la facture d'importation du médicament est jugée considérable, se traduisant par une économie de 800 millions de dollars. Selon des déclarations du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, la production pharmaceutique nationale a augmenté de près de 50 % en valeur, alors que «trois médicaments sur quatre sont désormais fabriqués en Algérie». Grâce aux investissements consentis dans ce domaine et à la politique de régulation du marché engagée, le pays a pu ainsi limiter l'importation aux médicaments essentiels. L'autre réalisation qui a aussi marqué le secteur durant l'année 2021 est celle du lancement officiel, au mois de septembre, de la production du vaccin anti-Covid-19 au niveau



de l'unité Saïdal de Constantine. Fruit d'un partenariat avec la société pharmaceutique chinoise Sinovac, ce projet a permis à l'Algérie de rejoindre le cercle restreint des pays producteurs de ce médicament à l'échelle mondiale avec des capacités de productions de plus de 8 millions de doses par mois.

Le groupe Saïdal aspire à produire 200 millions de doses par an à l'unité de Constantine et aller vers l'exportation pour

répondre aux besoins des pays du continent africain notamment.

Les perspectives pour l'année 2022 s'annoncent également prometteuses, notamment avec l'entrée du projet de production locale d'insuline, au niveau d'une nouvelle usine à Boufarik (Blida), incluant une unité développée de production de trois générations d'insuline dans le cadre d'un projet de partenariat algéro-danois, entre Saïdal et les laboratoires Novo

Nordisk. Cette nouvelle usine aura une capacité de production annuelle de 12 millions de stylos d'insuline pré-chargés. Le groupe Saïdal compte également entamer la production d'anti-cancéreux en mode full process, en partenariat avec le laboratoire coréen CKD OTTO, ce qui lui permettra d'assurer la couverture des besoins en produits d'oncologie qui connaissent régulièrement des perturbations en matière de disponibilité.

S. Y.

Marchés La Bourse de Tokyo en légère baisse

La Bourse de Tokyo était en légère baisse hier dans la matinée, après la clôture en ordre dispersé de Wall Street la veille, le volume d'échanges s'annonçant faible pour l'avant-dernière séance de l'année sur la place japonaise. L'indice vedette Nikkei lâchait 0,25 % à 28 995,25 points vers 01h00 GMT et l'indice élargi Topix reculait de 0,17 % à 2 001,67 points. Le yen était stable face au dollar, à raison d'un dollar pour 114,83 yens vers 01h00 GMT contre 114,82 yens mardi à 21h00 GMT.

La monnaie japonaise n'évoluait pas non plus face à l'euro, qui valait 129,88 yens, contre 129,87 yens la veille. Un euro se négociait par ailleurs pour 1,1311 dollar, contre 1,1310 dollar mardi. Le pétrole poursuivait sa hausse : vers 01h00 GMT, le prix du baril de brut américain WTI prenait 0,32 % à 76,22 dollars.

Agences

Monnaies Le dollar se renforce face à l'euro dans un marché frileux

Le dollar, valeur refuge, se renforçait hier dans un marché à l'appétit limité pour le risque, alors que les inquiétudes provoquées par le variant Omicron du coronavirus persistent.

Dans la matinée, le dollar prenait 0,26 % face à l'euro, à 1,1280 dollar pour un euro. Le Royaume-Uni, le Portugal la France et la Grèce ont enregistré, mardi, de nouveaux records de cas quotidiens de Covid-19, preuve, selon les autorités, de la progression fulgurante du variant Omicron.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a souligné hier que le risque posé par le variant restait «très élevé». De quoi creuser l'appétit des investisseurs pour le billet vert.

R. E.

Camions Mercedes-Benz fabriqués localement

Logitrans réceptionne le dernier quota de sa commande

Le Groupe public de transport terrestre de marchandises et logistique (Logitrans) a réceptionné, mardi, le dernier quota de sa commande de camions Mercedes Benz fabriqués localement, une commande destinée au renforcement de sa flotte et à l'accompagnement des exportateurs, indique un communiqué du Groupe. «Le Groupe Logitrans a réceptionné, mardi 28 décembre 2021, le der-

nier quota d'une commande de 300 camions semi remorque (6x4), fournis par la Société algérienne pour la production de poids lourd Mercedes Benz (SAPPL - MB), relevant du ministère de la Défense (MDN)», précise le communiqué.

La réception de ce quota de 10 camions vient en application de la convention signée entre Logitrans et la SAPPL pour une durée de 3 ans et du plan d'in-

vestissement important tracé par le Groupe pour la période 2019-2021 à raison de 100 camions/an pour une enveloppe financière de 4,5 mds DA, selon la même source. Le Groupe Logitrans compte renouveler cette convention à partir de l'année 2022 pour l'acquisition de camions, tous types confondus, dont des camions 4x2 et 4x4 en plus de portes engins. «Cette opération s'inscrit dans le cadre

des efforts consentis par Logitrans dans l'objectif de renforcer son parc et d'améliorer les services au profit des opérateurs économiques privés et publics, mais aussi pour s'adapter aux orientations des Pouvoirs publics visant la promotion des exportations hors hydrocarbures, notamment en direction des pays africains», conclut le communiqué.

Farid L.

Zone euro

La croissance des crédits aux entreprises continue d'accélérer, selon la BCE

La croissance des crédits accordés par les banques de la zone euro aux entreprises a de nouveau accéléré en novembre, tirée par les prêts de longue durée, a indiqué la Banque centrale européenne (BCE). Les prêts aux entreprises industrielles et commerciales, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont progressé sur un an de 2,9 % en novembre, après 2,5 % en octobre et 2,1 % en septembre, mais encore bien en-dessous des hausses supérieures à 5 %

en début d'année.

Les crédits accordés aux ménages se maintiennent eux à un niveau élevé, grimant de 4,2 % en novembre, sensiblement autant qu'en octobre et septembre, étant toujours tirés par les emprunts pour l'achat de logements.

Globalement, la croissance des prêts au secteur privé a atteint 3,7 % sur un an, contre 3,3 % en octobre, sur fond de taux d'intérêt campant à leur plus bas.

La croissance de la masse

monétaire M3 a rechuté à 7,3 %, alors que les aides publiques déclenchées face à la première vague de la pandémie de Covid-19 se normalisaient. L'agrégat M3 est utilisé par la BCE comme indicateur avancé de l'inflation, en comprenant les espèces en circulation, les crédits à plus de deux ans et les dépôts des ménages et des entreprises.

L'inflation a culminé à 4,9 % en novembre sur un an, à son plus haut depuis l'introduction de la monnaie unique en 1999, en raison des circonstances excep-

tionnelles créées par la pandémie et appelées à s'estomper courant 2022, selon la BCE.

L'institut monétaire prévoit une inflation de 3,2 % en 2022, avant que l'agrégat ne se stabilise à 1,8 % en 2023 et 2024, en repassant alors sous l'objectif de 2 % visé sur le moyen terme. En conséquence, l'institut monétaire a allégé son dispositif de soutien à l'économie, mais maintenu des filets de sécurité dans un contexte économique incertain marqué par le variant Omicron.

N. T.

Ghardaïa «wilaya-pilote»

Le recensement de l'agriculture a touché 75 % des exploitations

■ L'opération de recensement général de l'agriculture (RGA) dans la région de Ghardaïa, choisie comme «wilaya-pilote» pour tester la mise en œuvre d'une application numérique du recensement selon une approche modulaire (version Soft) préconisée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a atteint un taux de 75 % du patrimoine agricole et animalier, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Par Faten D.

Lancée en mars dernier, cette opération de recensement national des exploitations agricoles et d'élevage a connu un répit imposé par l'épidémie récurrente du coronavirus et a touché, à décembre courant, 6 200 exploitations agricoles sur les 8 261 existantes dans la wilaya, a affirmé Khaled Djebrit, ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA et du suivi du recensement.

Ce taux a été atteint suite au renforcement de l'encadrement humain d'une vingtaine de recenseurs équipés de tablettes électroniques et de véhicules, afin d'accomplir ce vaste processus de collecte de données et statistiques fiables sur le secteur de l'Agriculture, a-t-il fait savoir.

Recourant aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'utilisation de dispositifs de géo-référencement, y compris les systèmes de positionnement global (GPS) et les systèmes d'information géo-

graphique (SIG), les recenseurs ont rencontré des difficultés pour collecter les informations dans les anciennes palmeraies de la wilaya, marquées par un morcellement des terrains suite à la répartition d'héritage, a expliqué M. Djebrit. Outre cela, les recenseurs se sont également heurtés à des retentions de l'information et des données sur le patrimoine agricole par les propriétaires, de crainte de l'imposition de la fiscalité, a-t-il ajouté. Cette opération statistique d'envergure nationale, minutieusement préparée après l'installation d'une commission de suivi technique et opérationnelle composée des différents partenaires et structures du secteur, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur agricole 2020-2024, a souligné le responsable des statistiques à la DSA. La réalisation du RGA constitue une



étape cruciale pour les pouvoirs publics, afin de mettre en œuvre une politique de développement agricole et rurale basée sur des données fiables et permettant de

connaître le nombre et la taille des exploitations, l'utilisation des terres, les superficies cultivées, l'intensité des cultures, les installations d'irrigation, l'utilisation

des intrants agricoles, le cheptel, ainsi que les données démographiques sur les agriculteurs et l'emploi, a-t-il conclu.

F. D.

Invention

Prix 2021 de la PME innovante pour l'université de M'sila

L'université Mohamed-Boudiaf de M'sila a obtenu le prix de la 10^e édition de la Petite et moyenne entreprise (PME) innovante et a été classée à la tête des universités et établissements scientifiques ayant déposé le plus grand nombre de brevets d'invention, a-t-on appris, mardi, auprès du rectorat de cet établissement.

Quarante trois brevets d'invention ont été déposés par l'université de M'sila, a indiqué le recteur de cette université, Kamel Baddari, ajoutant que cela constitue un indicateur «important» de production des connaissances pour évaluer la performance de la recherche scientifique menée par les chercheurs de l'établissement.

Ce résultat obtenu pour la 2^e année consécutive au plan nation-

nal, selon le DG de l'Inapi, en termes de dépôt de brevets d'invention, ont valu à l'université d'être honorée par le ministère de l'Industrie, lundi à Alger, lors de la tenue des travaux de la 10^e édition de la PME innovante, a indiqué le recteur. Cette place de «première université» concernant le dépôt de brevets d'invention, constitue une reconnaissance pour l'utilité de la recherche appliquée menée par les chercheurs de l'université de M'sila, qui voit ainsi conforter son orientation stratégique vers l'innovation et la valorisation de ses produits de recherche, a-t-il dit.

Les résultats ambitieux et encourageants des travaux des inventeurs de cette université visent à trouver des solutions applicables, acceptables, et socio-économiques fiables à des problèmes de développement

durable, a ajouté le professeur Beddari. Les travaux des chercheurs accompagnés par l'incubateur comprennent dans leur ensemble des découvertes de nouveaux procédés ou des améliorations apportées à d'anciens procédés de production et de manufacture, explique-t-il.

De son côté, le P^r Mir Ahmed, directeur du Centre d'appui à la technologie et à l'innovation (Cati) et directeur de l'incubateur de l'université Mohamed-Boudiaf, a souligné que ce classement démontre que l'université de M'sila a intégré la propriété industrielle dans sa stratégie d'innovation.

Le Cati accompagne les chercheurs de l'université dans leurs démarches de protection en partenariat avec l'Institut national algérien de la propriété industrielle (Inapi).

M. Mir a précisé que le brevet d'invention déposé est un des modes de protection des résultats de recherche et constitue le moyen le plus sûr d'organiser le transfert des inventions depuis les laboratoires de l'université vers le milieu industriel ou socio-économique.

Le directeur général de l'Inapi, Abdelhafid Belmechdi, a attesté que l'université de M'sila est classée, pour la deuxième année consécutive, «première» par l'Inapi en matière de dépôt de brevets d'invention dans la catégorie des universités.

Il a estimé que la montée de l'université de M'sila au sommet des dépôts nationaux de brevets d'invention est un signe d'efficacité de l'activité scientifique, technique et inventive de ses chercheurs.

Ghani N.

Mascara

Raccordement de 50 foyers au réseau de gaz naturel à douar Djenina

Quelque 50 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel à douar Djenina, dans la commune de Mohammadia (wilaya de Mascara), a-t-on appris, mardi, auprès de l'unité de Mascara de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest (SDO).

Les autorités locales ont procédé, lundi, à la mise en service de ce projet, ayant nécessité une enveloppe de 17 millions DA, a fait savoir la chargée d'information à l'unité de SDO, Latifa Abdelwahab.

Le directeur local de l'Energie, Djamel Senoussi, a indiqué que depuis le début de l'année en cours, il a été procédé au raccordement de 4 296 foyers au réseau de gaz naturel, répartis sur 25 zones d'habitation dont 16 classées zones d'ombre, précisant que le réseau de transport de gaz est d'une longueur de 155 kilomètres.

La wilaya de Mascara a bénéficié cette année d'un programme de raccordement au réseau de gaz naturel de 20 000 foyers, répartis à travers 61 centres d'habitation, dont 28 classés zones d'ombre.

R. R.

Centre universitaire de Naâma

Accord de coopération avec l'Université turque de Sakarya

Le Centre universitaire Salhi-Ahmed de Naâma a conclu une convention de coopération avec l'Université turque de Sakarya, dans les domaines de la recherche académique, de la publication et de l'échange d'étudiants et de membres du corps professoral, a-t-on appris, mardi, auprès de l'établissement d'enseignement supérieur. Le directeur du Centre universitaire de Naâma, Safi

Habib, qui a signé cet accord en Turquie avec le directeur de l'Université Sakarya, Zar Fateh Shafshan, a indiqué que le protocole renforcera les échanges scientifiques et universitaires et facilitera la diffusion des recherches universitaires entre les deux établissements d'enseignement supérieur. Il a ajouté que la convention permet aux étudiants et enseignants du Centre universitaire de Naâma de bénéficier du programme

«Moulana» d'enseignement de la Faculté de théologie à Konya (Turquie), ce qui leur permettra de participer à des conférences, des cours et des échanges dans diverses disciplines universitaires et d'accéder à divers aspects de la recherche scientifique. Le programme d'enseignement Moulana constitue une occasion aux étudiants algériens de suivre des cours dans des universités turques dans le cadre de bourses universi-

taires octroyées chaque année par la Turquie, a-t-on souligné.

Pour rappel, le Centre universitaire de Naâma a signé, au début du mois de décembre en cours, un accord de coopération et d'échange scientifique avec l'Université nationale de Kiev (Ukraine) des langues étrangères, comportant des échanges en enseignement des langues, de la recherche et de la tenue de sessions de formation et de stages.

Y. N.

«Pierres précieuses» de Amine Goutali

Des œuvres en galets gorgés d'humanité

■ La première exposition de l'artiste Amine Goutali, qui sera clôturée demain à la section des sciences humaines du Centre culturel universitaire (CCU), sis à la rue Boualem-Aissaoui (à côté de la mosquée Rahma), a fait beaucoup parler d'elle en raison de sa particularité, les thèmes abordés et les messages envoyés. Il s'agit d'une exposition où les galets de diverses couleurs et textures parlent de musique, d'Histoire, de lettres, de savoir, de créativité et de savoir-vivre.



Par Abia Selles

Intitulée «Pierres précieuses», cette exposition, qui met en valeur une trentaine d'œuvres de différents formats, relate les influences et les différents centres d'intérêt de l'artiste qui est journaliste professionnel, anciennement chef de la rubrique culturelle du journal «Horizons» et son actuel rédacteur en chef adjoint. A travers cette exposition, Amine Goutali nous montre que les moments de crise peuvent nous conduire vers des merveilles, puisque les

œuvres exposées sont réalisées en pleine période de confinement liée à la pandémie de Covid-19. En ce qui concerne la matière utilisée, l'artiste a choisi de prendre les galets naturels sans les tailler ni utiliser de couleurs ou de vernis par respect à la nature. Ce choix a fait que les œuvres sont tellement simples mais d'une beauté exceptionnelle. Avec leurs couleurs d'origine et sans le moindre ajout, ces pierres ont réussi à nous raconter des moments importants de l'Histoire de notre pays, sa culture et son patrimoine.

D'abord, il y a cette scène de combat entre l'Armée nationale et le colonisateur français, qui rappelle le courage de l'Algérien et son engagement envers le pays et les sacrifices de nos martyrs pour libérer l'Algérie. Un hommage est rendu dans ce sens à plusieurs personnalités historiques algériennes dont l'Emir Abdelkader, Cheikh Bouamama et les six chefs historiques du Front de libération nationale. «Les Fondateurs» et «Le Supplicié» sont des œuvres qui s'inscrivent dans cette thématique.

Le livre, en général, et la litté-

rature, en particulier, est le deuxième thème abordé lors de cette exposition. A travers des scènes de lecture et d'écriture, l'artiste démontre jusqu'à quel point ces moments sont beaux et importants dans la vie de l'être humain. En évoquant le grand écrivain Kateb Yacine, Amine Goutali lance un message aux jeunes pour découvrir la littérature algérienne, connaître ses grands hommes et y tirer des leçons pour pouvoir avancer et s'épanouir dans la vie.

Les moments de lecture et d'écriture ne sont pas les seuls à nourrir notre esprit, il y a aussi la musique, nous informent les œuvres de Amine Goutali. Cet héritage ancestral qui est très riche et varié est aussi raconté lors de cette exposition avec des hommages rendus aux grandes figures de la musique algérienne, à savoir «El Hadj M'Hamed wa djmaatou», le poète Ben Guittoun, Abdelhamid Ababsa, Khelifi Ahmed.

«Soufi, mon amour», du titre du roman de l'écrivain turc Elif Shafak, démontre les différents centres d'intérêt de l'artiste, ses influences et son ouverture vers la culture de l'autre. Cette œuvre montre aussi que l'art peut unir non seulement des gens du même pays mais aussi des peuples. Mais apparemment, l'artiste n'a pas atteint ce niveau de savoir et de savoir-faire de

nulle part : il avait une grand-mère qui l'encourageait à l'apprentissage comme le témoigne une œuvre intitulée «Hommage à ma grand-mère». C'est avec beaucoup de soins et de délicatesse qu'a choisi l'artiste les galets de ce tableau pour nous faire vivre un des plus beaux moments de n'importe quel enfant.

A. S.

Cinéma/L'opium et le bâton en tamazight Projection du film «Acebsi d'U okkaz»

L'avant-première du long métrage «Acebsi d'U okkaz», doublage en tamazight du film «L'Opium et le bâton» de Ahmed Rachedi, a été présentée, mardi à Alger, à l'occasion du 104^e anniversaire de la naissance de l'écrivain Mouloud Mammeri.

Accueilli à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth, «Acebsi d'U okkaz», dédié à la mémoire de Mouloud Mammeri, est annoncé au niveau du hall par une exposition littéraire sur toutes les productions traitant du parcours et de l'œuvre colossale de ce grand écrivain et penseur.

Adapté du roman éponyme, publié en 1965, de l'écrivain et chercheur en anthropologie Mouloud Mammeri (1917-1989), ce film culte du cinéma algérien est sorti en salle en 1971 et accompli en version amazighe en 2021 par Samir Aït Belkacem, dans le respect, a-t-il souligné, des «standards internationaux en la matière», dans l'objectif de concrétiser une «passerelle entre les deux langues nationales, l'arabe et le tamazight».

«Acebsi d'U okkaz» restitue en 135 mn la lutte du peuple algérien pour son indépendance, à travers le quotidien d'un village en Kabylie, où la majorité de la population a rallié le mouvement national.

Servi par un casting judicieux de voix se rapprochant de celle de la version originale, le film a été doublé par, entre autres comédiens, Hocine Ouarab, Amer Boukaci, Youcef Nait Maouche, Djennad Hassina, Djouhar Benmouhoub, Hocine Haddou, Ramdane Abdennebi et Hacid Saadi.

Présente à cet événement, la ministre de la Culture et des Arts, Wafa Chaalal, a passé en revue les livres consacrés à Mouloud Mammeri, qualifiant de «choix opportun» la programmation de cette exposition et la projection de ce film.

R. C.

Salon national des arts plastiques à Oran

Une cinquantaine d'artistes au rendez-vous

La 9^e édition du Salon national des arts plastiques a été inaugurée mardi, au hall de la salle de cinéma «Maghreb» d'Oran, sous le thème «Notre force dans sa solidarité et notre distinction dans la diversité de notre culture».

Cette manifestation enregistre la participation de 50 artistes, dont 10 venus de différentes wilayas du pays ainsi que la présence de jeunes talents et d'étudiants diplômés des Ecoles des beaux-arts venus partager leurs expériences

et jauger leur maîtrise des techniques picturales et aller à la rencontre d'artistes professionnels, comme l'avait signalé le conseiller de la maison de la culture «Zeddour-Brahim- Belkacem» d'Oran, Abdelalim Senouci.

Ce salon se distingue par la diversité des styles adoptés par les artistes versés dans différentes écoles, comme le réalisme, le sur-réalisme, l'abstrait et l'impressionnisme, a expliqué le même responsable, ajoutant que l'objectif est de rendre cette exposition

ouverte à toutes les expressions artistiques pour concrétiser le slogan de cette manifestation.

Les œuvres exposées traitent de divers sujets, mettant en valeur la diversité culturelle du pays, son histoire, l'authenticité de ses coutumes et traditions, la beauté de sa nature pittoresque et de ses attraits touristiques. Des thématiques diverses qui reflètent le savoir-faire et la capacité d'un peintre à réaliser une œuvre d'art qui allie créativité et valeurs historiques.

En marge de ce salon qui prend fin aujourd'hui, une virée touristique à travers les sites d'Oran est programmée au profit des participants qui se rendront également à la galerie «Kour», spécialisée dans la calligraphie arabe.

Ce salon est organisé par la maison de la culture d'Oran, en collaboration avec l'Office national de la culture et de l'information sous l'égide de la Direction de la culture et des arts, rappelle-t-on.

F. H.

Rencontre nationale du court métrage pour jeunes

Une forte affluence du public à Batna

Le coup d'envoi de la rencontre nationale du court métrage pour jeunes a été donné mardi après-midi au centre de loisirs scientifiques, au pôle culturel et sportif de la ville de Batna, avec la participation de 38 wilayas, sous le slogan «Le court métrage pour jeunes, document pour la mémoire». La cérémonie d'ouverture de cette manifestation devant se poursui-

ve jusqu'au 31 décembre courant a été marquée par une parade festive des délégations participantes et des exhibitions artistiques des troupes locales Errahaba et El Baroud. L'événement auquel a assisté le chef de l'exécutif local Toufik Mezhoud, a été ponctué par la présentation d'un film sur les monuments que recèle Batna et les réalisations concrétisées

dans cette wilaya.

La manifestation officialisée à partir de cette édition, selon le directeur de la jeunesse et des sports par intérim, Kamel Safsafi, vise la promotion de la culture du court métrage parmi les jeunes et la découverte des jeunes talents dans ce domaine, en vue de leur accompagnement, en plus de l'objectif de faire de cet événement un espace de connais-

sance et d'échange d'expériences. S'agissant des participants à cette rencontre, le chef de service des activités de jeunes auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports DJS, Laïla Bekkouche, a indiqué qu'ils sont affiliés à des établissements de jeunes et au mouvement associatif, partenaire du secteur et dont l'âge oscille entre 18 et 35 ans.

M. K.



Crise politique en Somalie

La tension monte à Mogadiscio

■ Des militaires lourdement armés se sont déployés mardi dans des secteurs stratégiques de Mogadiscio, alors que la Somalie s'enfonce dans une nouvelle crise politique qui suscite l'inquiétude de ses alliés occidentaux.

Par Mourad M.

Des soldats loyaux au Premier ministre, Mohamed Hussein Roble, ont pris position aux alentours du palais présidentiel, au lendemain de l'annonce de sa destitution par le président Mohamed Abdullahi Mohamed, alias Farmajo.

Les tensions entre les deux hommes sont récurrentes, mais cette nouvelle escalade fait craindre pour la stabilité de ce pays fragile de la Corne de l'Afrique.

«Les soldats ne sont pas loin des principaux check-points entourant le palais présidentiel, ils sont équipés de mitrailleuses lourdes et de lance-roquettes», a affirmé, mardi à l'AFP, Saïdo Mumin, un résident du quartier présidentiel, à propos de ces

hommes armés.

Un autre habitant du quartier, Abdulkadir Ahmed, a confié que, même si la situation était calme, il était «très inquiet» quant à une possible explosion de violences.

Des hommes politiques et leaders traditionnels ont tenté de calmer la situation.

«Certains milieux politiques et chefs traditionnels ont commencé à discuter avec les deux camps pour désamorcer la crise, mais les efforts sont toujours en cours», a indiqué à l'AFP sous couvert d'anonymat un responsable au sein du bureau présidentiel.

Entamé il y a plusieurs mois, le bras de fer entre le président et son Premier ministre s'est durci ces derniers jours.

Farmajo a d'abord retiré samedi à son Premier ministre la charge d'organiser les élections

attendues depuis le début de l'année, puis l'a «suspendu» lundi en l'accusant d'être impliqué dans une affaire de corruption.

Roble a répliqué lundi en accusant le président de chercher à commettre «un coup d'État contre le gouvernement, la Constitution et les lois du pays».

Une coalition de candidats d'opposition à l'élection présidentielle a appelé mardi le chef de l'État à quitter immédiatement son poste et réclamé «une enquête urgente et des poursuites légales contre Farmajo et quiconque l'ayant aidé à monter le coup». «Ce coup d'État raté était une tentative de détruire les organes constitutionnels du pays», a-t-elle déclaré dans un communiqué. Les alliés de la Somalie – mission de l'ONU en Somalie – Amisom, États-Unis, Union européenne et l'ONU notamment – ont exprimé leur «profonde inquiétude» lundi soir dans un communiqué commun.

«Nous appelons les dirigeants somaliens à privilégier les intérêts de leur pays en priorité, à favoriser une désescalade des tensions politiques, à éviter toute provocation ou usage de la force qui pourrait nuire à la paix et la stabilité», souligne leur communiqué. La section Afrique du département d'État américain a de son côté affirmé lundi que Washington était «prêt à intervenir contre ceux qui font obstruction au chemin de la paix en Somalie».

«La tentative de suspension de @MohamedHRoble est inquiétante et nous soutenons ses efforts en faveur d'élections rapides et crédibles», a ajouté



PH. > D. R.

sur Twitter le département d'État américain, appelant «toutes les parties à éviter l'escalade dans leurs actions et dans leurs déclarations». Président depuis 2017, Farmajo a vu son mandat expirer le 8 février en ayant failli à organiser des élections.

L'annonce mi-avril de la prolongation de son mandat pour deux ans avait provoqué des affrontements armés à Mogadiscio. Dans un geste d'apaisement, Farmajo avait chargé Roble d'organiser les élections. Mais dans les mois qui ont suivi, les tensions entre les deux hommes ont perduré. Selon le complexe système électoral somalien, les Assemblées des cinq États du pays et des délégués investis par une myriade de clans et de sous-clans choisissent les législateurs qui à leur tour désignent le président. Les élections pour la chambre haute sont terminées dans tous les États, à l'exception de

Galmudug, et les votes ont commencé début novembre pour la chambre basse.

De nombreux observateurs estiment que la crise au sommet de l'État et l'impasse électorale détournent l'attention de problèmes plus importants de la Somalie, comme l'insurrection jihadiste des shebab qui secoue le pays depuis 2007.

«Vous avez toutes les énergies qui sont concentrées sur les luttes internes et moins sur les shebab, cela leur profite toujours. Ils sont aussi très habiles à exploiter ces tensions politiques», a déclaré à l'AFP Omar Mahmood, analyste à l'International Crisis Group (ICG).

Bien qu'évincés de Mogadiscio par la force de l'Union africaine (Amisom) en 2011, les shebab contrôlent toujours de vastes zones rurales et mènent régulièrement des attentats dans la capitale.

M. M.



Commentaire

Distanciation

Par Fouzia Mahmoudi

Le Rassemblement National tout comme La France Insoumise n'ont jamais caché leur rejet des multiples mesures restrictives et punitives prises par le gouvernement d'Emmanuel Macron à l'occasion de la crise sanitaire de Covid-19. Le renforcement des mesures coercitives cette semaine en pleine campagne présidentielle a donc naturellement suscité une fois encore l'agacement des responsables du RN et de LFI. Sébastien Chenu, porte-parole du parti de Marine Le Pen, a indiqué qu'un «certain nombre de dispositions» pourraient tout de même être prises comme les gestes barrières ou la distanciation sociale, même si le Rassemblement National se refuse à appliquer les mesures gouvernementales pour ses meetings les jauges annoncées par le Premier ministre, Jean Castex, a indiqué, hier, le député et porte-parole du RN, Sébastien Chenu, une position également tenue par La France insoumise. «La question ne se pose pas», a déclaré Sébastien Chenu, rappelant que la Constitution permettait «jusqu'à preuve du contraire» la tenue des «meetings et réunions politiques sans limitation». «Cela n'empêche pas de prendre un certain nombre de dispositions comme les gestes barrières ou la distanciation sociale», a néanmoins précisé le porte-parole de la candidate RN à la présidentielle Marine Le Pen, qui doit lancer officiellement sa campagne les 15 et 16 janvier 2022 par une «convention présidentielle» à Reims (Marne). «Il serait problématique d'instaurer une jauge pour les meetings de Jean-Luc Mélenchon», a abondé le député LFI Eric Coquerel, annonçant que le candidat insoumis n'appliquerait pas les «mesures liberticides» du gouvernement. «On peut très certainement réfléchir à des questions de densité», a toutefois proposé le parlementaire insoumis, notant les éventuels «problèmes de financement des salles» qu'une telle décision pourrait poser. Alors que la Constitution ne permet pas de fixer des jauges aux réunions politiques, la majorité présidentielle a annoncé mardi qu'elle appliquerait dans ses futurs meetings électoraux les jauges pour les rassemblements, 2 000 personnes maximum en intérieur, 5 000 en extérieur, annoncées par le Premier ministre, Jean Castex, lundi. Guillaume Lacroix, président du Parti radical de gauche et soutien de la candidate Christiane Taubira (qui a de multiples reprises refusé d'appeler à la vaccination), a de son côté appelé à «la responsabilité» des candidats et des partis politiques afin que «les réunions publiques ne soient pas des clusters». «Je n'imagine pas un instant que quelqu'un joue avec le feu sur cette crise», a-t-il ajouté, car «la question de la pandémie ne s'arrête pas avec la démocratie». «Pour freiner le variant Omicron», Jean Castex avait annoncé lundi soir le retour des jauges pour les rassemblements, rappelant que le droit constitutionnel assurait «une protection plus forte» aux meetings politiques et aux lieux de culte qui ne sont donc pas concernés par ces mesures. Reste à voir si les Français qui subissent une pression médiatique et politique constante concernant le Covid-19 éviteront les grands rendez-vous de campagne électorale, ou si la perspective du scrutin présidentiel et du choix crucial qui s'annonce sera plus fort que la peur permanente que le gouvernement d'Emmanuel Macron tente d'instiller.

F. M.

Nucléaire iranien

Washington voit des progrès «modestes» dans les négociations

Les États-Unis ont fait état mardi de progrès «modestes» dans les négociations sur le programme nucléaire iranien, mais se sont joints aux Européens pour insister sur «l'urgence» à conclure les discussions face aux avancées nucléaires de Téhéran.

«Nous avons remarqué ces derniers jours qu'il pourrait y avoir eu de modestes progrès lors des dernières discussions», a déclaré à la presse le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, au lendemain de la reprise des négociations à Vienne pour tenter de sauver l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien (dont l'acronyme en anglais est JCPOA).

«Mais il faut que les parties cherchent à s'appuyer sur ces progrès dans un esprit constructif et avec conviction», a-t-il ajouté, estimant qu'il était «trop tôt pour dire si ces progrès (avaient) une quelconque substance».

Ces progrès sont quoi qu'il arrive «beaucoup trop lents et

cela ne peut pas durer», a poursuivi le porte-parole. «Il sera bientôt trop tard pour revenir au respect mutuel du JCPOA».

Les négociateurs des trois pays européens (France, Allemagne, Royaume-Uni) signataires de l'accord ont eux aussi souligné que cette négociation était «urgente».

«Il est clair que nous approchons du point où l'escalade nucléaire iranienne aura vidé le JCPOA de sa substance», ont-ils relevé, en réitérant qu'il restait «des semaines et non des mois pour conclure un accord».

Ils ont notamment insisté sur le niveau d'enrichissement d'uranium par l'Iran, qui se rapproche dangereusement du seuil nucléaire, même si Téhéran a déclaré samedi ne pas avoir l'intention d'enrichir au-delà de 60 % en cas d'échec des négociations à Vienne.

«Nous prenons note du commentaire du chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, selon lequel

l'Iran n'enrichira pas au-delà de 60 %», ont-ils dit.

«Il n'en demeure pas moins qu'enrichir à 60 % est sans précédent pour un État non doté de l'arme nucléaire», ont-ils ajouté.

«L'augmentation de ses stocks d'uranium à 60 % rapproche l'Iran de manière significative de l'obtention de la matière fissile pouvant être utilisée pour la fabrication d'une arme nucléaire», ont-ils martelé.

L'enjeu des pourparlers vise à faire revenir dans le pacte les États-Unis, qui l'ont quitté en 2018, et de ramener Téhéran au respect de ses engagements, rompus en réaction au rétablissement de sanctions américaines.

L'Iran a notamment annoncé en avril avoir commencé à produire de l'uranium enrichi à 60 %, soit bien au-delà du seuil de 3,67 % fixé par l'accord international, se rapprochant des 90 % nécessaires à la confection d'une bombe atomique, même s'il dément avoir un tel projet.



Ligue 1

La LFP dévoile le calendrier jusqu'à la 17^e journée

La Ligue de football professionnel (LFP) a arrêté les dates des cinq prochaines journées du championnat de Ligue 1, soit de la 12^e jusqu'à la 17^e journée de la compétition, a indiqué l'instance dirigeante, mardi, sur son site officiel. La 12^e journée se jouera les 7 et 8 janvier 2022, alors que la 13^e journée est prévue une semaine plus tard les 14 et 15 janvier. Entre ces deux journées, la Ligue a programmé le 11 janvier trois rencontres en retard de la 6^e journée. Il s'agit de JS Kabylie-US Biskra, ASO Chlef -

JS Saoura, MC Alger - Paradou AC. Quant à la 14^e journée, elle se tiendra dans son intégralité le 21 janvier et sera suivie quatre jours plus tard par la 15^e journée le 25 janvier et la 16^e journée le 29 du même mois. La 17^e journée se déroulera les 5 et 6 février. Par ailleurs, la LFP a programmée deux matchs retards comptant pour la 7^e journée le 2 février : Paradou AC - CS Constantine et USM Alger - JS Kabylie, ainsi que RC Relizane - Paradou AC de la 8^e journée le 11 février 2022.

Championnat national d'haltérophilie (3^e j)

23 records d'Algérie battus en cadets et juniors à Mostaganem



Vingt trois records nationaux ont été battus par les haltérophiles cadets et juniors algériens, lors de la 3^e journée du Championnat d'Algérie, disputée mardi à la salle omnisports de Mostaganem. Chez les cadets, l'haltérophile Messaour Mohamed Amine (81 kg) de l'équipe de Koléa a battu huit records d'Algérie (120 et 125 kg à l'arraché), (141, 150 et 160 kg à l'épaulé-jeté) et au total 266, 275, 285 kg. Dans la catégorie de 67 kg, Chakhchouk Akram du club Hodna (M'sila) a pulvérisé quatre records (103 et 110 kg à l'arraché), (132 en l'épaulé-jeté)

et 242 au total. Dans la catégorie de 49 kg, Godbane Aymen de Hodna M'sila a battu un seul record en soulevant une barre de 62 kg à l'arraché. En juniors, l'haltérophile Saadi Farid (109 kg), sociétaire de l'école de Tébessa, a réalisé 5 records, 155 kg à l'arraché, 175 kg et 180 kg à l'épaulé-jeté et 330 et 335 kg au total. Dans la catégorie de 73 kg, Meknassi Mohamed du MC Alger a battu quatre records avec 107 kg et 115 kg à l'arraché et 242 et 250 au total.

Dans la même catégorie de 73 kg, le sociétaire du club Hodna de M'sila, Daoud Mira, a battu un record à l'arraché avec 110kg. Le directeur technique national, Zaidi Yahia, a exprimé sa grande satisfaction quant à ce lot de records battus lors de cette 3^e journée de la compétition.

Algérie-Gambie samedi en préparation à la CAN

Les Verts pour faire les réglages nécessaires

■ L'équipe nationale algérienne affrontera samedi son homologue gambienne pour le compte d'un match amical qui se jouera à Doha, au Qatar, afin de préparer la Coupe d'Afrique des Nations.



Les Verts pour réussir une bonne préparation

Par Mahfoud M.

I faut savoir que les Verts seront amoindris avec l'absence de nombreux joueurs qui n'ont pas pu se libérer, étant toujours retenus par leurs clubs respectifs avec les championnats qui se poursuivent dans certains pays. C'est le cas des deux gardiens qui évoluent en Arabie saoudite, Mbolhi et Zeghba, retenus pour jouer des matchs de championnat. Le coach national a d'ailleurs fait appel au portier du PAC, Medjadel, pour les remplacer, vu qu'un seul gardien est sur place au Qatar, à savoir Oukidja. Les joueurs évoluant en Espagne et en Angleterre, en l'occurrence, Mendi, Mahrez et Benrahma, ne pourront pas venir avant le 2 janvier prochain, et rateront donc ce premier match amical face à la Gambie. Et comme un malheur n'arrive

jamais seul, il faut savoir que deux joueurs ont été testés positifs au Covid, Mohamed Amine Tougaï (ES Tunis/Tunisie) et Hocine Benayada (ES Tunis/Tunisie), qui étaient en confinement au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa, ce qui fait qu'ils rateront aussi cette rencontre amicale. Cela fausse complètement les calculs du coach Djamel Belmadi qui devra travailler avec les joueurs qui sont sur place et qui sont arrivés tôt au stage qatari. Tout cela pour dire que les choses ne seront pas faciles pour le driver des Verts qui a besoin de bien négocier ces deux matchs amicaux, respectivement face à la Gambie et au Ghana, pour prouver que le champion d'Afrique est prêt pour défendre bec et ongles son titre acquis il y a deux ans en Egypte. Il faudra s'attendre, sans doute, à ce qu'il aligne une

équipe B pour ce premier match face aux Gambiais, puisqu'il laissera les joueurs titulaires pour le deuxième match face aux Black Stars. Les «Verts» s'envoleront le jeudi 6 janvier pour Douala à bord d'un vol spécial, où ils éliront domicile à l'hôtel Onomo, alors que les entraînements se dérouleront à l'annexe sud du stade de Japoma, qui abritera les matchs du groupe E, qui comprend, outre l'Algérie, la Sierra Leone, la Guinée équatoriale et la Côte d'Ivoire. Les Algériens entameront la défense de leur titre, le mardi 11 janvier 2022, contre la Sierra Leone, au stade Japoma à Douala (14h00, algériennes), avant de défier la Guinée équatoriale, le dimanche 16 janvier 2022 à Douala (20h00), puis la Côte d'Ivoire, le jeudi 20 janvier 2022, sur le même stade (17h00).

M. M.

Ligue 1 (10^e journée)

Le CRB toutes voiles dehors, la JSS et le PAC ne lâchent pas prise...

Le leader du championnat de Ligue 1 de football, le CR Belouizdad, continue de collectionner les victoires en remportant le derby algérois devant l'USM Alger, alors que la JS Saoura et le Paradou AC, tous deux vainqueurs, ne lâchent pas prise, au moment où le WA Tlemcen battu à domicile poursuit son naufrage, lors de la 10^e journée disputée mardi. Le derby algérois a été, comme attendu, palpitant et indécis. Les Belouizdadiens doivent une fière chandelle d'abord à leur gardien de but Moussaoui, qui a stoppé un penalty tiré par Zouari (46'), puis à l'ex-mouloudéen, Bourdim, auteur du but de la victoire (79'). Ce succès, ô combien précieux, le cinquième de rang, permet aux champions d'Algérie en titre de conserver leur fauteuil de leader, mais restent, toutefois, sous la menace directe de leurs poursuivants immédiats, la JS Saoura et le Paradou AC qui comptent respectivement 4 et 5 points de retard mais avec des matches en retard. En revanche, l'USM Alger qui file du mauvais coton, n'a pas encore digéré le récent limogeage du coach français Denis Lavagne, en alignant ce mardi un 4^e

match sans victoire, en attendant la prochaine nomination de son successeur qui aura du pain sur la planche.

La JSS a réalisé la seule victoire à l'extérieur aux dépens du WA Tlemcen (3-2) qui continue son naufrage. L'hamri (33^e s.pen), Saad (45^e et 84^e) ont été les bourreaux du WAT. Le club du Sud-Ouest algérien qui compte un match en retard à la possibilité de talonner le leader, surtout qu'il reçoit, lors de la prochaine journée, le MC Alger. Le plus grand danger pour les Belouizdadiens vient du Paradou AC. Ce dernier, vainqueur de l'ES Sétif (1-0) sur une réalisation de Mouali (51'), compte 3 matches en retard, qui lui permettraient en cas de victoire, de s'installer seul aux commandes. Les Sétifiens (6' - 16 pts) qui ont enregistré le retour de leur coach tunisien Nabil Kouki, restent fébriles hors de leurs bases. Le MC Alger (3' - 18 pts) a souffert avant de battre le RC Arbaa (1-0) grâce à son buteur attiré Sami Frioui (32'). Une victoire qui ne satisfait pas pleinement son entraîneur Khaled Ben Yahia qui compte un match en retard face au PAC, et un périlleux déplacement la semaine prochaine à Béchar. Le CS

Constantine (5' - 17 pts) est revenu de très loin en renversant son adversaire du jour, le NA Hussein-Dey (2-1). Menés au score sur un but de Banouh (73'), l'ancien joueur du CRB, le Béninois Koukou s'est avéré le sauveur de son équipe en inscrivant un doublé (76^e et 88'), effaçant du coup sa récente défaite à Sétif. L'O. Médéa (8' - 14 pts), auteur d'un bon début de saison, reste sur une série de contre-performances, dont la dernière en date ce mardi à Relizane (2-1). Le Rapid (12' - 9 pts) avec un match en plus à jouer, quitte provisoirement la zone de turbulence. A Chlef, la JS Kabylie (10' - 11 pts) a signé son 5^e nul de la saison.

Ayant mené au score par Mouali (71^e s.pen), elle n'a pu empêcher les locaux d'égaliser par Sailaa (78^e) également sur penalty. Ce nul n'arrange nullement les affaires de l'ASO (14' - 7 pts), toujours dans une situation inconfortable. Enfin, le MC Oran et le HB Chelghoum Laid, qui occupent le 13^e rang avec 8 points en compagnie du RC Arbaa, se sont quittés sur un score de parité (2-2) dans un match à rebondissements.

Résultats et classement :

WAT- JSS	2-3
CRB- USMA	1-0
PAC-ESS	1-0
CSC- NAHD	2-1
RCR- OM	2-1
ASO-JSK	1-1
MCA- RCA	1-0
MCO-HBCL	2-2

	Pts	J
1). CR Belouizdad	23	10
2). JS Saoura	19	9
3). Paradou AC	18	7
4). MC Alger	18	9
5). CS Constantine	17	9
6). US Biskra	16	8
7). ES Sétif	16	10
8). Olympique Médéa	14	10
9). USM Alger	12	9
10). JS Kabylie	11	8
11). NA Hussein-Dey	10	10
12). RC Relizane	9	9
13). RC Arbaa	8	10
14). HB Chelghoum-Laid	8	10
15). MC Oran	8	10
16). ASO Chlef	7	9
17). WA Tlemcen	5	10
18). NC Magra	4	9

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Sensibilisation contre le mauvais usage du gaz à Béjaïa

Une caravane sillonnera la wilaya dès le début du mois

Une caravane de sensibilisation en faveur du bon usage de l'énergie et surtout du gaz naturel pour éviter les asphyxies au monoxyde de carbone devrait sillonner toute la wilaya dès le début de l'année prochaine. A l'instar des caravanes qui ont démarré d'Oran, Blida et Alger, une caravane a pris le départ de Constantine et devrait arriver le 3 janvier prochain, pour sillonner les quatre coins de la wilaya de Béjaïa et toucher un grand nombre de foyers et de personnes. Cette caravane entre dans le cadre de la campagne de sensibilisation sur l'utilisation appropriée de l'énergie électrique et gazière, organisée récemment par la Société algérienne de distribution d'électricité et du gaz (Sadeg) et à laquelle a pris activement part la concession de distribution de Béjaïa. Cette campagne a été réalisée à travers plusieurs activités ayant ciblé à la fois le grand public, les foyers et le mouvement associatif, histoire de toucher un grand nombre de personnes. Plusieurs actions ont été menées récemment en direction de ces catégories, afin de vulgariser les risques et dangers existants concernant le mauvais usage de l'énergie et surtout comment éviter de s'exposer aux asphyxies. Une journée de sensibilisation a été animée récemment au siège de la direction de la Sadeg à Béjaïa, situé à la cité Tobbal, au cours de laquelle des professionnels sont

entrés en contact direct avec les abonnés. Ils ont abordé le volet lié à la sensibilisation sur les risques pouvant être générés par le mauvais usage du gaz naturel, notamment les gestes à pratiquer afin d'éviter les intoxications au monoxyde de carbone, la conformité des installations intérieures, des appareils ainsi que le respect des normes conçues pour l'aération qu'il faut assurer à l'intérieur des foyers. Le deuxième volet qui concerne la sensibilisation était axé sur «l'utilisation rationnelle de l'énergie électrique». «Le but est d'inculquer à nos clients une culture de consommation de cette énergie vitale qui leur permettra d'économiser sur leur facture et leur budget», a souligné la cellule de communication de la Sadeg, rappelant à l'occasion qu'«une formation a été organisée au profit des associations de protection du consommateur et des journalistes». «L'objectif est de renforcer le réseau des acteurs dans l'action de sensibilisation contre le mauvais usage de l'énergie», a indiqué la même source. Il utile de souligner que la société compte 360 954 clients en électricité, 171 055 clients en gaz. Les créances ont atteint le seuil de 740 milliards de centimes : clients ordinaires 400 milliards, administrations 188 milliards, les clients du secteur industriel 122 milliards et le reste est relatif aux travaux d'amenée d'énergie.

H. Cherfa

Cour d'Alger

Report au 19 janvier prochain du procès en appel de Houda Faraoun

La cour d'Alger a reporté, hier, le procès en appel de l'ancienne ministre, Imane Houda Faraoun, au 19 janvier prochain. Le report intervient suite à la contamination de l'avocat de l'ancienne ministre au Covid-19.

Pour rappel, l'ancienne ministre Faraoun et plusieurs cadres sont poursuivis pour dilapidation de deniers publics,

octroi d'indus privilèges et abus de fonction.

Le tribunal de Sidi M'hamed a condamné l'ancienne ministre de la Poste et des télécommunications, Imane Houda Faraoun, à 3 ans de prison ferme assortie d'une amende de 500 000 DA.

G. T.

Nouvel an

La journée du samedi 1^{er} janvier chômée et payée

La journée du samedi 1er janvier, marquant le début du Nouvel an, sera chômée et payée, indique, hier, un communiqué conjoint de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative et du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Cette journée sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, tous sec-

teurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, précise la même source. Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté, ajoute le communiqué.

Cette mesure intervient conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales.

O. N.

Une année s'achève, une autre commence



L'Amis
Djalou@hotmail.com

Frontières avec le Maroc

ANP : mise en échec d'introduction de plus 14 quintaux de kif traité

■ Des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont mené, du 22 au 28 novembre 2021, plusieurs opérations ayant permis de déjouer des tentatives d'introduction de plus de 14 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc, selon un bilan rendu public, hier, par le ministère de la Défense nationale.

Par Slim O.

«**D**ans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période 22 au 28 décembre 2021, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et

en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions militaires (RM), 11 narcotrafiquants et ont déjoué des tentatives d'introduction de quantités de drogues via les frontières avec le Maroc, s'élevant à 14 quintaux et 56,5 kilogrammes de kif traité, tandis que 8 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en possession de 53,5 kilogrammes de la même substance ainsi que de 96 708 comprimés psychotropes lors de

diverses opérations exécutées à travers les autres RM», ajoute le communiqué du MDN. Par ailleurs, «des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, 107 individus et saisi un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un chargeur de munitions, 9 véhicules, 172 groupes électrogènes, 94 marteaux-piqueurs, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite ainsi que 14,4 tonnes de mélange d'or brut et de pierres».

S. O.

Secteur de l'Environnement à Béjaïa

Signature d'une convention de performance environnementale par 65 entreprises

Une convention de performance environnementale a été signée avant-hier entre 65 chefs d'entreprises actives dans la zone d'activité de Tahracht, commune d'Akbou, avec la Direction de l'environnement de la wilaya de Béjaïa. Cette convention de performance environnementale a été signée en présence de la ministre de l'Environnement qui effectuait une visite de travail et d'inspection à Béjaïa, portant sur la réalisation d'une station d'épuration (STEP) pour le traitement des rejets générés par l'activité des entreprises implantées dans la zone et la protection des eaux d'Oued Soummam de la pollution. Un montage financier devrait être réalisé par les entreprises en question et la Direction de l'environnement devrait assurer le suivi, l'accompagnement technique et la durabilité du projet. Par ailleurs, la ministre de l'Environnement, M^{me} Samia Moualfi, a mis évidence la nou-

velle stratégie adoptée par son département dans le cadre de la protection de l'environnement et de la gestion des déchets, qui sera basée sur l'économie verte et l'économie durable. «La nouvelle stratégie adoptée par le ministère de l'Environnement pour la protection de l'environnement repose désormais sur l'économie verte et durable», a-t-elle déclaré en visitant une assiette foncière sur laquelle devrait être implanté le projet de réalisation d'une décharge publique contrôlée dans les villages Ait Anan et Ait Boudjit, commune de Darguina, pour un coût global de 40 milliards de centimes. Pour la ministre, «cette stratégie devrait créer de la richesse et de l'emploi». Et d'ajouter : «Un plan d'action a été élaboré et adopté par le gouvernement sur instruction du président de la République». Au sujet de la décharge publique, elle a fait savoir que «la réalisation de ce projet se fera avec la participation de la société civile,

car les déchets ménagers sont un problème qui nous concerne tous». Ceci pour rassurer les villageois qui ont exprimé leurs craintes au sujet de ce projet sur la santé publique et sur l'environnement. Les riverains ont proposé que le terrain soit utilisé pour l'implantation d'un projet touristique et la délocalisation du projet de la décharge publique vers un site situé plus bas pour éviter la pollution de l'eau. Pour M^{me} Moualfi, «les centres d'enfouissement technique (CET), tels qu'ils sont actuellement conçus, ne peuvent pas durer». La ministre a écouté les appréhensions des riverains et animé une rencontre avec le mouvement associatif local à la maison de la culture de Béjaïa. Elle s'est rendue également à El-Kseur pour s'enquérir de l'avancement des travaux de réalisation d'une décharge contrôlée d'une capacité de 80 m³/jour. Une décharge dont les travaux ont atteint les 80 %.

H. Cherfa